Imagination stratégique et parti – « la lutte, loi de la vie »

mardi 9 mai 2017, par ANTENTAS Josep Maria (Date de rédaction antérieure : 8 mai 2017).

A partir de l'expérience de Podemos et de la reprise du débat stratégique suite à diverses expériences politiques et sociales, Josep Maria Antentas livre quelques pistes stratégiques à propos du rôle des partis politiques, de leurs relations avec les mouvements sociaux, des problèmes de temps et d'espace posés à la politique, de la démocratie, ou encore de l'imbrication de la vie, du quotidien et de militantisme.

Sommaire

- Parti-mouvement
- Parti-stratège
- Stratégie intégrale
- Rythmes variables du temps et
- État et (contre)pouvoirs (...)
- Radicalité et réalité
- Transition et horizon régulate
- Démocratie et militantisme
- Militantisme et vie
- La loi de la vie

Parti-mouvement

Après des décennies de crise des forces politiques de gauche et de repli activiste dans les mouvements sociaux, la renaissance actuelle du combat politico-électoral et de nouveaux outils politiques se fait sous le signe de la nécessité de repenser et de rénover la notion même de parti.

Fruit d'un long déclin de la gauche politique à partir de la fin des années 1970, la crise (inégale) des partis a concerné le contenu (programme), la forme (organisation) et la pratique. Pour synthétiser, une crise de projet, de sens et de stratégie. Plus précisément, la réapparition de l'éternelle « question du parti » cache une discussion plus large sur la stratégie politique, la nature de la lutte et le rapport entre le politique et le social.

La notion de parti-mouvement résume bien la volonté de procéder à une rénovation mouvementiste du parti, quelque chose qui relève d'une certaine analogie avec le concept de syndicalisme mouvementiste (social movement unionism) développé dans le monde anglo-saxon en référence aux syndicats. Utilisé dans les sphères universitaires par Kitschtelt (2006) pour faire référence aux partis anti-autoritaires et verts apparus dans les années 1980 dans différents pays européens, le

terme peut être reformulé dans un sens plus large.

Appliqué au débat dans Podemos, il montre la recherche de continuité politico-symbolique entre un mouvement de contestation globale comme le 15M et Podemos dans le cadre d'une crise de légitimation de l'ensemble du système politique de l'État espagnol qui met sur la table la nécessité de développer, en termes gramsciens, un projet contre-hégémonique et pas seulement une expression politique alternative.

Dans ce contexte, un parti-mouvement admet simultanément différentes significations : parti comme mouvement (traits mouvementistes), en mouvement (orienté vers l'action et en perpétuelle transformation), partie prenante du mouvement (inséré dans les luttes sociales et s'inscrivant dans un cadre social élargi) et débiteur du mouvement (issu d'un événement politico-social fondateur, le 15M).

La débitocratie mouvementiste présuppose un parti en dette vis-à-vis du mouvement (et de l'événement), qui se doit par fidélité de penser au-delà de celui-ci et de ses propres limites pour déployer tout son potentiel, ce qui exclut aussi bien sa sanctification béate que sa grossière instrumentalisation à des fins électorales.

Même si les mouvements (en réalité, les organisations) sociaux reproduisent nombre des problèmes communément associés aux partis, la proclamation d'un parti pris mouvementiste est une tentative d'aller au-delà de la politique partidaire conventionnelle, et pour reprendre la formule classique de Draper (1966), de s'inscrire dans une perspective de « changement par en-bas ».

Parti-stratège

Un parti qui opte pour une politique d'émancipation doit se concevoir comme un « parti-stratège », pour reprendre les termes de Daniel Bensaïd (2010). Un parti-mouvement-stratège.

Aborder la réalité d'un point de vue stratégique est une précondition pour la victoire, sans en être la garantie. Planifier une stratégie n'implique pas qu'elle soit correcte. Ni qu'elle soit opératoire pour faire avancer la cause de l'émancipation. Ni qu'elle soit mise en œuvre de façon pertinente. Ni que le rapport de forces permette de vaincre. Mais penser stratégiquement est le premier pas. « Il n'y a pas de victoire sans stratégie » rappelle encore Bensaïd (2004 : 463).

La vision stratégique du monde est, de ce fait, un point de départ qui ne garantit pas d'arriver à destination, mais tout au moins de commencer à s'orienter. Cela se fait en agissant sur la base d'hypothèses de travail, en tant que voies provisoires pour l'action politique qui devront faire leurs preuves et surmonter l'épreuve d'une pratique jamais définitive.

A l'heure du GPS force est de reconnaître, en effet, que nous naviguons toujours à l'astrolabe. La politique de l'astrolabe assume que la lutte politique ne fonctionne ni avec des certitudes imaginaires ni avec des improvisations sans fondement, mais en tentant des approches aussi rigoureuses que flexibles à une réalité changeante dont la complexité échappe à toute compréhension parfaite. L'incertitude du résultat de l'action elle-même est donc une partie intrinsèque de toute perspective stratégique. « Dans la lutte politique il n'y a pas de garanties pré-déterminées » soulignait Trotsky en 1934 dans ses écrits sur la France.

Le point culminant de toute pensée stratégique se trouve dans le développement de ce que nous avons baptisé « imagination stratégique », en écho, d'un certain point de vue, à « l'imagination sociologique » de Wright Mills (1999 [1959]). Définie comme « la conscience vécue de la relation

entre l'expérience et la société dans son ensemble », l'imagination sociologique exige, par là-même, une vision ouverte et sans étroitesse d'esprit de la société.

L'imagination stratégique exige le même état d'esprit. Elle suppose le fait et la qualité de penser stratégiquement d'un point de vue auto-réflexif, en permanence novateur et animé par une volonté indomptable et insatiable de recherche de possibilités inédites pour transformer le monde. Ainsi conçue, la stratégie de la révolution est aussi une révolution de la stratégie. Elle comporte une perspective spatio-temporelle élargie, autrement dit à la fois historique et géographique, permettant de tirer les leçons pertinentes des expériences, des échecs comme des réussites, passées et actuelles. C'est toujours une base essentielle dans l'apprentissage stratégique et l'élargissement des frontières de l'imagination. Sont ainsi sertis le court et le long terme, l'expérience concrète et la connaissance comparée.

Stratégie intégrale

Une force politique doit opérer dans des dimensions multiples, à l'image de la vie sociale elle-même. Changer le monde exige un « travail quotidien sur tous les terrains », pour reprendre une expression de Lénine (1920). Aucun recoin ne lui échappe. Ni politique, ni économique, ni idéologique. Aucun aspect ne peut être négligé. Tous les détails ont leur importance. Tous les côtés comptent si on ne veut pas laisser dans l'ombre un quelconque point aveugle stratégique qui fasse affleurer une vulnérabilité imprévue et une lenteur de réaction.

Un projet politique émancipateur exige fondamentalement ce que nous appellerons une stratégie intégrale, par analogie avec le concept gramscien d'État intégral que Gramsci (2009 : 325 et 214) a synthétisé dans les formules « État (au sens intégral : dictature + hégémonie) » et « État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition ».

Ce n'est pas le lieu ici de discuter les qualités et les problèmes de la conception gramscienne de l'État ni ses controverses interprétatives de son œuvre. Il suffit simplement de rappeler, à la suite de Thomas (2010 : 137) qu'avec la conception de l'État intégral, Gramsci cherchait à analyser « l'interpénétration et le renfort mutuel de la ″société politique″ et de la ″société civile″ (qui se distinguent idéologiquement et pas organiquement) dans le cadre d'une forme d'État unifiée (et indivisible) ». L'État intégral désigne donc une « unité dialectique des moments de la société civile et de la société politique ».

En nous référant à l'imagination stratégique, nous pouvons faire la lumière sur une stratégie intégrale où il faut opérer à différents niveaux et manier une dialectique de la « société civile » et de la « société politique » où la lutte se développe sur tous les terrains dans le cadre d'une stratégie une et indivisible.

Rythmes variables du temps et échelle mobile des espaces

Toute stratégie intégrale fait face au défi de gérer avec pertinence le temps et l'espace. Ce sont deux variables qui agissent inévitablement sur toute politique et qui sont redéfinies en permanence par la logique du développement capitaliste (Harvey, 1996).

L'activité politique, comme tout processus social, n'a pas un caractère linéaire. Se développer stratégiquement implique de comprendre ce que nous pouvons appeler les rythmes variables du temps. Le temps politique est un « temps brisé », et « rempli de bifurcations et de boyaux, d'accélérations soudaines et de subits coups de frein, de sauts en avant et de sauts en arrière, de

syncopes et de contretemps » selon les termes de Bensaïd (2008 : 274). Savoir changer de rythme en permanence devient ainsi la clé d'une bonne mise en perspective stratégique et d'une bonne exécution tactique.

Ni sprint de courte distance, ni marathon au rythme régulier, le combat politique ressemble plutôt à un cross-country, sur un terrain accidenté, enchaînant les dénivellations, dans la boue et les flaques, qui oblige à des changements de rythme combinés à une bonne capacité d'endurance, avec une superposition permanente du court, du moyen et du long terme. D'où la métaphore bensaïdienne du parti comme « boite de vitesses » (Bensaïd, 2010 : 158).

Raccourcis dans l'espace et le temps, les crises ouvrent des trous de ver qui permettent d'accéder à ce qui semblait jusque-là inaccessible. Tout parti (ou organisation) qui ne comprendrait pas la nature d'une situation de crise risquerait d'entrer dans un processus de routinisation stratégique qui, quand les écarts entre sa théorie et sa pratique et les changements brusques du monde réel s'amplifient inexorablement, conduit à une véritable zombification stratégique. *Business as usual ad mortem*. Les crises impliquent une crise de stratégie et la nécessité d'une stratégie de crise.

Appréhender les mutations brusques de la situation pour la révolutionner et déstabiliser l'adversaire sont, en temps « crisiques », une question fondamentale. C'est précisément en quoi a consisté le lancement de Podemos qui, tel un éclair, « l'image dialectique » par antonomase selon Benjamin (2013 : 762), a ébranlé le panorama politique de l'État espagnol. Benjamin lui-même saisissait bien la combinaison entre crise et temporalité brisée quand il écrivait : « La catastrophe : le fait d'avoir gâché l'opportunité. »

Le maniement de l'espace est l'autre versant de toute stratégie politique même si, comme le remarque Harvey (2003), il tend souvent à être oublié comme reflet des propres pratiques sociales qui ont conduit à sa subalternisation vis-à-vis du temps. Véritable défi, l'espace s'est avéré en permanence insaisissable pour le mouvement ouvrier et les mouvements populaires, toujours plus à l'aise, comme nous l'indique à nouveau Harvey (2003), dans le contrôle du lieu que dans celui de l'espace.

Le concept d'échelle mobile des espaces, avancé par Bensaïd (2009), répond stratégiquement à la multiplicité des échelles de l'espace politique à l'époque du capitalisme global. « S'exercer à une gymnastique stratégique qui permette d'intervenir simultanément à différents niveaux » (Bensaïd, 2009 : 262) est une façon d'éviter les localismes sans issue, les replis nationaux-étatiques impuissants et les internationalismes abstraits et déracinés.

État et (contre)pouvoirs sociaux

Déployer une stratégie intégrale suppose de synthétiser de façon adéquate la relation entre le politique et le social, en tant que « politisation du social et socialisation du politique » (je reprends cette formule d'une intervention orale de Miguel Romero lors de journées de débat à Barcelone en 2002). Ce ne sont pas toutes les politisations du social ni toutes les socialisations du politique qui sont opérantes, mais celles qui cherchent à briser l'exploitation et l'oppression et à tisser des alliances entre les dominés de toute condition sur la base d'une culture de lutte et de conflit antagoniste.

Le politique et le social fonctionnent avec des logiques spécifiques. Ils se distinguent par une désynchronisation et des décalages et un cheminement plein de d'accidents de terrain, de courbes et de bifurcations, indicateurs d'un rapport chaotique et tourmenté et de dénouements explosifs. Comme l'a souligné avec beaucoup d'insistance Bensaïd (2009 et 2010), le politique n'est pas un

simple reflet mécanique du social. Il possède ses propres codes, rythmes et langage.

Cela n'équivaut pas, cependant, à postuler une relation contingente entre le politique et le social dans laquelle le premier serait construit de façon pratiquement indépendante du second, comme l'exalte l'ancien secrétaire politique de Podemos, Iñigo Errejón. Un processus social déterminé ouvre des possibilités politiques multiples et opposées, dont la matérialisation n'est pas garantie d'avance. C'est là qu'intervient le rôle de la stratégie. Mais celle-ci n'opère pas dans un milieu politique isolé, mais bien sur un terrain politique qui interagit avec le social et un terrain social qui interagit avec le politique.

L'articulation stratégique entre le politique et le social exige une bonne compréhension de la nature de l'État pour pouvoir définir une position à son égard, en particulier dans son sens limité de tissu institutionnel, afin d'esquiver le problème majeur des partis politiques (et d'autres organisations comme les syndicats) au siècle dernier comme aujourd'hui : leur intégration institutionnelle, avec la conception de l'État comme levier essentiel pour changer le monde.

La fiction opposée d'une extériorité pure vis-à-vis de celui-ci, tant dans sa version anarchiste qu'autonome, ne fait qu'invertir la question de l'État sans la résoudre. Ni à un extrême ni à l'autre, « la politique des opprimés », rappelle Bensaïd, « doit se maintenir à distance prudente de l'État. Mais cette distance reste un rapport, ni une extériorité ni une indifférence absolues » (20009 : 345).

Entrelacer un solide réseau de pouvoirs alternatifs, tel un système de fortifications propres qui certifient la conquête provisoire de positions en terrain adverse, est fondamental comme base d'appui dans toute tentative de conquête électorale du pouvoir politique et pour mettre en œuvre une politique de transformation si on accède à quelque responsabilité institutionnelle (locale, régionale ou nationale-étatique), où le grand défi est de ne pas rester piégés par les vieux engrenages de l'État. « La classe ouvrière ne peut pas se limiter simplement à conquérir la machine de l'État tel qu'il est, et à la mettre au service de ses propres fins » concluait Marx dans son bilan de la Commune de Paris.

Radicalité et réalité

Une stratégie et un programme révolutionnaires et émancipateurs partent d'une exigence de radicalité et de la tentative de l'atteindre. En nous inspirant de Marx nous pouvons comprendre « radicalité » dans deux sens complémentaires. Le premier est énoncé dans la célèbre formule de Marx : « être radical c'est prendre les choses à la racine » et donc aller au-delà de la surface.

Le second est celui de la « critique impitoyable de tout l'existant », pour reprendre une formule qu'il utilise dans une lettre à Arnold Ruge, en affirmant que la tâche de l'heure réside dans « la critique impitoyable de tout l'existant, impitoyable tant dans le sens de ne pas craindre les résultats auxquels elle peut conduire que dans le fait de ne pas craindre le conflit avec ceux qui détiennent le pouvoir » (Marx, 1843).

Cela contraste avec l'affirmation du secrétaire général de Podemos selon lequel la réalité en politique se mesure à la radicalité des résultats, pas des principes (Iglesias, 2014 : 29). Même si elle contient une part de vérité, en opposant la radicalité des principes à celle des résultats il oublie que sans les premiers (« la critique impitoyable de tout l'existant »), le plus probable est que les résultats des seconds soient bien maigres.

Sans radicalité des principes il n'y aura pas de radicalité des résultats. « Il faut toujours s'efforcer d'être aussi radical que la réalité elle-même » conseillait Lénine au jeune poète pacifiste roumain

Valeriu Marcu (Marcu, 1923) dans un échange en pleine guerre mondiale. C'est alors que les résultats peuvent être à la hauteur des exigences mêmes de la réalité.

Transition et horizon régulateur

Tout parti émancipateur a besoin d'un « horizon régulateur ». En avoir un est stratégique et toute stratégie l'exige.

« Horizon stratégique régulateur », c'est la synthèse de l'équation que propose Bensaïd (1997 : 291). Si on le conjugue en termes de changement social radical, il repose sur deux jambes : la notion de révolution ou rupture et l'idée-force d'un autre modèle de société. Autrement dit, respectivement, le comment et le quoi. Un horizon régulateur qui ne s'appuie que sur une jambe, parce qu'il n'en a pas d'autre ou qu'elle est mal définie, boite politiquement. Se tromper de chemin et/ou de cible équivaut à se perdre quelque part sur le trajet.

Ce double horizon régulateur est totalement absent aujourd'hui de tout imaginaire politico-stratégique dans les partis du « changement » (telle est l'expression qu'on utilise dans l'État espagnol pour parler de Podemos et des forces municipales à gauche). Son absence conduit à la disparition de la notion même de transition.

Il n'y a pas de perspective transitionnelle, ni dans le sens d'une définition programmatique qui cherche, dans la tentative d'accéder au pouvoir, à connecter les revendications quotidiennes avec la vision d'une autre société, ni dans le sens d'entreprendre, une fois conquis le pouvoir, un processus ardu de transformation sociale vers une autre modèle. Le « changement » reste alors imprécis dans ses objectifs et diffus dans son itinéraire.

Face à cette question, deux tâches s'imposent.

Premièrement, développer un programme adapté à la radicalité de la réalité. Refuser de se confronter aux nœuds gordiens qu'implique changer le monde, comme s'ils n'existaient pas, ne résout pas le problème. Ce n'est pas le programme qui crée la réalité mais la réalité qui crée le programme.

Deuxièmement, réhabiliter l'idée même d'« alternative », de ce que « un autre monde est possible ». Il s'agit d'œuvrer à différents niveaux : programme, culture, mobilisation et action. Imaginer les choses différemment, contribuer avec des expériences modestes à ce qu'elles soient telles ainsi, et remporter des victoires qui nourrissent de nouvelles expectatives, sont une façon de rendre crédible l'idée que le monde peut devenir effectivement différent.

L'utopie a une portée ambiguë comme le constate Jameson (2009 : 8), pour qui, dans un contexte de crise de la perspective socialiste et communiste et de l'horizon révolutionnaire, « nous n'avons pas d'alternative à l'utopie ». Le défi réside, ajouterions-nous, dans la synthèse de l'imagination utopique et la stratégie, dans la stratégisation de l'utopie pour, s'appuyant sur son potentiel, transcender ses limites.

Démocratie et militantisme

Condition nécessaire mais pas suffisante, la démocratie interne est indispensable pour atteindre le but et ne pas voir l'horizon de l'émancipation mis à mal par le gremlin bureaucratique dont l'ascension est directement liée à la décrue de la mobilisation sociale et à l'institutionnalisation de

tout parti.

Cela conduit à la formation d'une couche (d'une « caste » ?) interne avec des intérêts en partie distincts de ceux de la base militante et l'autonomisation de l'appareil. « Le problème de la bureaucratie dans le mouvement ouvrier réside, sous sa forme la plus immédiate, dans le problème de l'appareil des organisations ouvrières », rappelait en son temps Ernest Mandel (1969).

Présent à toute étape de la lutte, l'ombre sinistre de la bureaucratie s'étend avec l'accès à des responsabilités gouvernementales qui engendrent ce que Rakovski (1928), face à la dégénérescence du parti communiste de l'URSS, a appelé « les dangers professionnels du pouvoir ». à quoi il faut opposer une « stratégie anti-bureaucratique préventive ».

La démocratie intra-organisationnelle et l'exorcisme de la bureaucratie exigent non seulement une culture de participation et de contrôle des dirigeants et des responsables, mais aussi une lutte sans fin contre la division sociale et sexuée du travail et contre tout type d'inégalité présente dans la société qui pénètre inévitablement au sein de toute organisation. Le monde ancien s'incruste toujours dans les germes du monde nouveau, qu'il s'agisse des instruments de lutte ou des expériences de changement.

Dans le même temps, la démocratie exige de se mesurer à la contradiction irrémédiable entre les exigences de la temporalité externe, pressante et aux urgences multiples, et de la temporalité interne marquée par les rythmes lents de la délibération et du débat. Le temps brisé et syncopé de la politique entre en tension avec celui de la démocratie et l'engrenage organisationnel. Le militantisme de la démocratie est l'autre face de la démocratie du militantisme.

La démocratie exige-t-elle centralisation ou décentralisation politico-organisationnelle ? L'excès de centralisation génère plusieurs problèmes : la concentration du pouvoir dans quelques mains ; des erreurs ou simplement le « sacrifice » d'intérêts locaux ou régionaux au bénéfice de nécessités générales ; et l'asphyxie du potentiel des cadres locaux et régionaux, dont l'avenir dépend de la direction centrale toute-puissante.

À l'inverse, trop peu de centralisation génère des défauts opposés : dilution du sens même de parti et de sa capacité à intervenir dans des moments décisifs ; dynamiques propres centrifuges ; en outre cela facilite, comme le rappelle Martin (2016), la création de califats et de micro-caudillismes autoritaires dissimulés derrière une rhétorique basiste-assembléiste.

Rejetant un extrême et l'autre, la formule algébrique proposée par Daniel Bensaïd (1998 : 281), « autant de décentralisation qu'il est possible, autant de centralisation qu'il est nécessaire », apparaît comme une bonne façon de s'orienter dialectiquement sur ce terrain.

Militantisme et vie

Transformer le monde est une tâche militante. Revendiquer le militantisme est indispensable face à toute tentative de transformer l'engagement politique en activisme narcissique à la carte ou, pire encore, en une question de carriérisme professionnel à la Podemos.

À l'opposé d'un parti électoral-professionnel auquel on s'affilie passivement, dans sa version social-démocrate traditionnelle ou populiste électronico-plébiscitaire, un parti émancipateur doit être une organisation militante. Mais avec une conception du militantisme dépouillée de tout fétichisme aux connotations quasi militaires ou de dévotion religieuse. L'imagination stratégique militante-vitale suppose de gérer la tension insoluble entre les impératifs de la vie politique et les autres sphères

vitales, pour éviter tout autant la discrimination pour des raisons de genre, d'âge et de profession ou de ceux qui ont moins de temps pour faire de la politique, qu'un certain isolement activiste vis-à-vis de la société elle-même.

La politique militante n'est pas pour des héros « mais pour les gens ordinaires, rebelles, les gens de la rue » dans la mesure où « une révolution ne peut triompher que si les gens ordinaires la comprennent et se l'approprient » rappelait Miguel Romero (2010 : 87). Cela implique que le militantisme et la politique doivent être en relation permanente avec d'autres facettes de l'existence et la vie qui font aussi partie du combat politique mais ont leur propre logique et leur propre entité, et plus encore dans une période de fragilisation des itinéraires biographiques et d'individualisation sociale.

« La politique révolutionnaire », alors, « doit être une passion, mais ne saurait être la seule » (2010 : 87). La passion pour la politique est également une passion pour la vie. « Transformer le monde, disait Marx ; changer la vie, disait Rimbaud : ces deux injonctions pour nous ne sont qu'une seule », proclamait André Breton dans son allocution au Congrès des écrivains pour la Liberté et la Culture en juin 1935 (1973 : 126). Fusion de perspectives politico-vitales, donc.

La loi de la vie

« Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à extinction » écrivait dans son Instruction pour la prise des armes (1866) l'infatigable Auguste Blanqui, emblème du mouvement ouvrier des années 1800 et dont « la voix de bronze a secoué le XIXe siècle » comme le déclarait Benjamin (2003[1940] : 126) dans ses *Thèses*. La lutte, donc. Mais pensée stratégiquement et conçue dans le cadre d'une vision globale de l'existence et dans une relation intime avec elle. Le risque, sinon, est qu'elle finisse par être le fruit d'un engagement militant aussi louable que stérile, aussi épique qu'intenable, et aussi courageux que pauvre dans ses facettes.

Lutter et le faire sur tous les terrains. C'est là que réside la possibilité d'articuler une stratégie intégrale inspirée par l'imagination stratégique. « La lutte » est précisément ce à quoi faisait allusion Marx dans la dernière de ses interviews que l'on connaisse, réalisée en septembre 1880 par le journaliste du *New York Sun* John Swinton. Swinton explique comment au cours de la conversation il lui a demandé quelle était la loi suprême de l'existence, question à laquelle Marx a répondu solennellement : « la lutte ». Swinton ajoute : « j'ai d'abord cru avoir entendu l'écho du désespoir ; mais, heureusement, c'était la loi de la vie ».

Josep Maria Antentas

Bibliographie

Benjamin, W. (2003[1940]). "Sobre el concepto de historia" en Löwy, M. Walter *Benjamin : aviso de incendio*. Buenos Aires.

Benjamin, W. (2013) *Obra de los pasajes* [vol.1]. Madrid : Abada.

Bensaïd, D. (1997). *Le Pari mélancolique*. Paris : Fayard.

Bensaïd, D. (1998). *Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire ?* Paris : Albin Michel, 1998

Bensaïd, D. (2004). *Une lente impatience*. Paris : Stock 2004

Bensaïd, D. (2008). *Penser Agir*. Paris : Lignes.

Bensaïd, D. (2009). *Élogio de la política profana*. Barcelona : Península.

Bensaïd, D. (2010). *Cambiar el mundo*. Madrid : Público.

Blanqui, A. (1866). *Instructions pour une prise d'armes*. Disponible en français ici : https://www.marxists.org/francais/blanqui/1866/instructions.htm

Breton, A. (1973). *Antología (1913-1966)*. México : Siglo XXI.

Draper, H. (1966). *Two Souls of Socialism, 1966*. Disponible en : https://www.marxists.org/archive/draper/1966/twosouls/

Gramsci, A. (2009). *La política y el Estado Moderno*. Madrid : Público

Harvey, D. (1989). *The Urban Experience*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.

Harvey, D. (1996.) *Justice, Nature, and the Geography of Difference*. Oxford : Blackwell

Harvey, D. (2003). *Espacios de esperanza*. Madrid : Akal.

Iglesias, P. (2014). *Disputar la democracia*. Madrid : Akal.

Jameson, F. (2009). *Arqueologías del futuro*. Madrid : Akal.

Kitschelt, H. (2006). "Movement Parties" en Katz, R.S y Cotty, W.J. *Handbook of Party Politics*. Londres : Sage.

Lenin. (1920). « Tareas de las Juventudes Comunistas » Discurso en la I Sesión del III Congreso de Juventudes Comunistas de Rusia Moscú, 2 de octubre de 1920. Disponible en castillan ici : https://www.marxists.org/espanol/lenin/obras/1920s/2-x-20.htm

Mandel, E. 1969. *Sobre la burocracia*. Disponible en castillan : https://www.marxists.org/espanol/mandel/1969/burocracia.htm

Marcu, V. (1943). « Lenin in Zurich. A memoir », *Foreign Affairs*, April issue

Martin, F. (2016). "Hacia una reivindicación libertaria de la forma partido : Para una autocrítica de las formas organizativas en la nueva izquierda". Disponible en castillan : http://www.democraciasocialista.org/?p=5721

Marx, K. (1843). Carta a Arnold Ruge. Disponible en : https://www.marxists.org/espanol/m-e/cartas/m09-43.htm

Marx, K. (2014[1844]). *Introducción a la crítica de la filosofía del derecho de Hegel*. Valencia : Pre-Textos.

Marx, K. (1871). *La guerra civil en Francia*. Disponible en castillan : https://www.marxists.org/espanol/m-e/1870s/gcfran/guer.htm

Rakovski, C. (1928). « Los peligros profesionales del poder". Disponible en castillan : https://www.marxists.org/espanol/rakovski/1928/08-1928.htm)

Romero, M.(2010). “Política de Daniel Bensaïd”, *Viento Su*r 110 : 83-90.

Swinton, J. (1880). “Karl Marx”, *The Sun* 6, 6/09/1880. Disponible en anglais ici : https://www.marxists.org/archive/marx/bio/media/marx/80_10_06.htm

Thomas, P. (2010). *The Gramscian Moment*. Chicago : Haymarket.

Trotsky, L. (1934). “Francia es ahora la clave de la situación”. Disponible en castillan ici : https://www.marxists.org/espanol/trotsky/ceip/escritos/libro3/T05V212.htm

Wright Mills, C. (1999 [1959]). *La imaginación sociológica*. Madrid : FCE.

P.-S.

* http://www.contretemps.eu/imagination-strategique-parti/

* Traduit du castillan par Robert March.

* Josep Maria Antentas est l’auteur de plusieurs articles publiés par Contretemps [et ESSF…]. Il est professeur de sociologie à l’Universitat Autònoma de Barcelona (UAB). Cet article a d’abord été publié en castillan dans le numéro 150 de la revue Viento Sur.